

Elle doit se juger aussi à l'acuité, à la ténacité des combats qui sont menés. De plus en plus ceux-ci se déroulent sans —ou contre— l'autorité des directions syndicales et politiques traditionnelles, qui s'efforcent de les rattraper après leur déclenchement pour les encadrer et les conclure, non sans peine dans bien des cas.

L'ampleur de la radicalisation ouvrière en Europe capitaliste se reflète dans la méfiance chronique de secteurs importants de la classe ouvrière envers les consignes bureaucratiques et leurs cortèges de palabres démobilisatrices. Du débordement total par les travailleurs suédois de Kiruna des directions syndicales intégrées à l'Etat bourgeois, à la pression constante de la base des trade-unions britanniques sur leurs directions conciliatrices, de la multiplication des initiatives ouvrières en Italie aux difficultés aggravées de la fraction stalinienne dans la CGT, c'est un même phénomène qui sillonne l'Europe : la bourgeoisie est acculée aux concessions par les luttes ouvrières, mais est limitée par sa marge de manœuvre économique rétrécie ; à l'intégration capitaliste, les travailleurs manifestent leur opposition croissante, mais les luttes rebondissent sans s'épuiser et aussi sans déboucher par manque de perspectives politiques et de directions révolutionnaires.

En Europe orientale se conclut maintenant toute une époque d'illusions perdues. Aux côtés (et parfois à côté) de la jeunesse, les travailleurs s'opposent aux caprices bureaucratiques qui touchent à leurs conquêtes sociales et à leur niveau de vie, ouvrant par là des crises durables dans les sphères de la bureaucratie qui ne peut y trouver que des remèdes momentanés.

Dans les deux camps la jeunesse s'émancipe avec une égale ferveur des bibles bourgeoises de l'arrivisme ou des catéchismes staliniens de la torpeur.

Dans le secteur bureaucratique de l'Europe, comme dans son secteur capitaliste, des millions d'hommes renaissent à la lutte révolutionnaire en se frayant un chemin parmi les embûches de la répression policière ou du croc-en-jambe bureaucratique.

Leurs combats sont certes encore désordonnés, sporadiques ; la jeunesse se jette souvent tête baissée en se cognant contre les murs, mais dès que son mouvement se renforce, s'organise, s'unifie sur des objectifs compréhensibles par les travailleurs, elle se rassemble avec une force impressionnante dans laquelle l'avant-garde peut puiser sa vitalité ; les travailleurs hésitent souvent avant de s'engager dans des luttes partielles qui les opposeront fatalement à la bourgeoisie ou à la bureaucratie au pouvoir.

Aucun catastrophisme pseudo-révolutionnaire ne peut faire prophétiser la victoire imminente de toutes ces luttes. Seul le terrain fécond des contradictions capitalistes ou bureaucratiques n'autorise qu'à des succès éphémères rapidement récupérés, intégrés dans les intérêts mêmes du pouvoir. Mais avec l'apparition dans ces luttes, de nouveaux porte-parole des intérêts du prolétariat, tous les espoirs sont permis. L'audace politique de pair avec la discipline organisationnelle, sauront donner alors son tranchant à une ligne d'affrontements politiques qui parcourt l'Europe d'Est en Ouest, en faire une ligne politique d'affrontement avec la bourgeoisie et la bureaucratie.

3) Gierek, le nouveau premier bureaucrate de Pologne l'a lui-même reconnu : les ouvriers de Gdansk ont pu brûler l'immeuble du Parti sans que leur action prenne le sens d'une attaque contre le socialisme. Il faut ajouter que les travailleurs polonais se sont au contraire affirmés pendant ces journées comme les meilleurs défenseurs du communisme, contre la bureaucratie qui en usurpe le titre.

La possibilité de tels actes de la part des travailleurs désigne à soi-seule la véritable nature de partis qui osent encore s'intituler communistes. Dans les « démocraties populaires » et en URSS, les PC ne sont que de simples appendices d'un appareil d'Etat dictatorial, répressif et policier ; leur rôle se limite à défendre les privilèges de la bureaucratie contre les intérêts des travailleurs.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que tous les grands épisodes de la radicalisation révolutionnaire de la jeunesse, des intellectuels et de la classe ouvrière se soldent, en particulier dans cette partie de l'Europe, par la critique insurrectionnelle et la destruction des symboles d'une domination stalinienne détestée par la population.

Les partis communistes des pays capitalistes européens ont connu de cette radicalisation d'autres effets, variables selon leur degré d'encadrement du mouvement ouvrier. Mais dans tous les cas, les causes d'une telle accentuation de la crise dans les organisations staliniennes sont, en gros, les mêmes.

Reproduisant dans leur dégénérescence réformiste la vieille division social-démocrate entre programme minimum et programme maximum —tant dénoncée par toutes les grandes figures du Mouvement Ouvrier : Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky— les partis staliniens l'avaient accommodée à leur mode : une tactique réformiste de défense des revendications économiques ouvrières sanctionnée, au plan politique par la conquête ultérieure d'une majorité parlementaire de « gauche », ajoutée à une référence lointaine au modèle du socialisme déjà réalisé en URSS, constituaient en effet l'essentiel de la stratégie stalinienne qu'ont mise en avant tous les partis staliniens d'Europe occidentale.

Mais aujourd'hui, ce schéma s'avère évidemment inapplicable : le « paradis socialiste » établi en URSS n'est plus qu'une caricature repoussante, dont les bureaucrates eux-mêmes doivent se démarquer en indiquant constamment l'originalité de leur « voie vers le socialisme » ; les alliés politiques bourgeois se débent indéfiniment malgré les concessions des directions staliniennes ; les luttes revendicatives classiques se heurtent autant à l'inflexibilité de l'Etat capitaliste qu'au débordement menaçant de la radicalisation jeune et ouvrière.

Aussi la première conséquence de la nouvelle montée des luttes a-t-elle été de fissurer le monolithisme stalinien, non seulement entre les PC, mais encore au sein des différents PC nationaux.

Il n'est pas aujourd'hui un seul PC d'Europe capitaliste qui ne connaisse des conflits, des débats, des expulsions bruyantes, des départs, voire des crises aboutissant aux fractions ou aux scissions. Que ce soit en Allemagne, au Danemark, en Finlande, en Suède, en Suisse, en Grande-Bretagne, en Autriche, en Grèce, en Espagne, en Italie ou en France, aucun parti stalinien n'est plus à l'abri du mal ou l'a déjà contracté.

Pour l'instant, celui-ci se limite encore souvent à un débat interne au sein des directions bureaucratiques. Si tous les dirigeants staliniens —anciens ou modernes— convergent avec unanimité quant aux fondements de leur politique basée sur le réformisme national (« la démocratie avancée », la « république authentique », etc... selon les latitudes), la coexistence pacifique (c'est-à-dire les « voies pacifiques ») et la préservation du statu-quo mondial aux dépens de l'extension de la révolution, leurs divergences portent avant tout sur les méthodes : quel degré d'autonomie les directions bureaucratiques peuvent-elles revendiquer envers leur tuteur soviétique sans compromettre en même temps leur domination sur le mouvement ouvrier ?

A ce propos, toutes les nuances de la palette bureaucratique s'évalent : des staliniens vieille manière, soucieux avant tout de la préservation d'un système qui a fait ses preuves répressives, jusqu'aux staliniens « libéraux », préoccupés de succès électoraux même au prix d'une prise de distance durable avec Moscou, la discussion s'aiguisé. Les derniers sont convaincus que Mai 68 à Paris et août 68 à Prague sont des atteintes directes à leur liberté de manœuvre nationale ; les premiers sont au contraire parfaitement satisfaits de la conclusion heureuse — pour eux et momentanément ! — de ces deux dates, malgré les quelques suites imprévisibles de l'opération.

L'étroitesse des contorsions bureaucratiques ne doit pourtant pas masquer la profondeur du « malaise » régnant dans les partis staliniens. Dans les deux plus importants partis d'Europe occidentale, celui-ci s'est déjà révélé, d'abord par de graves crises de direction, puis par une désaffection croissante du militantisme de base. Les « affaires » Garaudy et Tillon dans le PCF comme l'expulsion des dirigeants de la tendance du « Manifesto » hors du PCI, malgré les différences de positions politiques des protagonistes, démontreront l'ampleur d'une même crise qui sévit sur deux versants alpins, ayant tous deux connu de graves luttes politiques et sociales.

Dans les deux cas ces conflits de sommets s'accompagnent de remous à la base. Certes il ne peut s'agir, vu la sclérose complète des structures de ces partis, de réels débats de tendances ou même d'idées, mais de la difficulté croissante de certains militants honnêtes et révolutionnaires à appliquer la politique de leur Parti dans les